

Pas tous égaux devant l'eau

Enquête | Dans la région, l'arrière-pays est le parent pauvre de la potabilité au robinet.

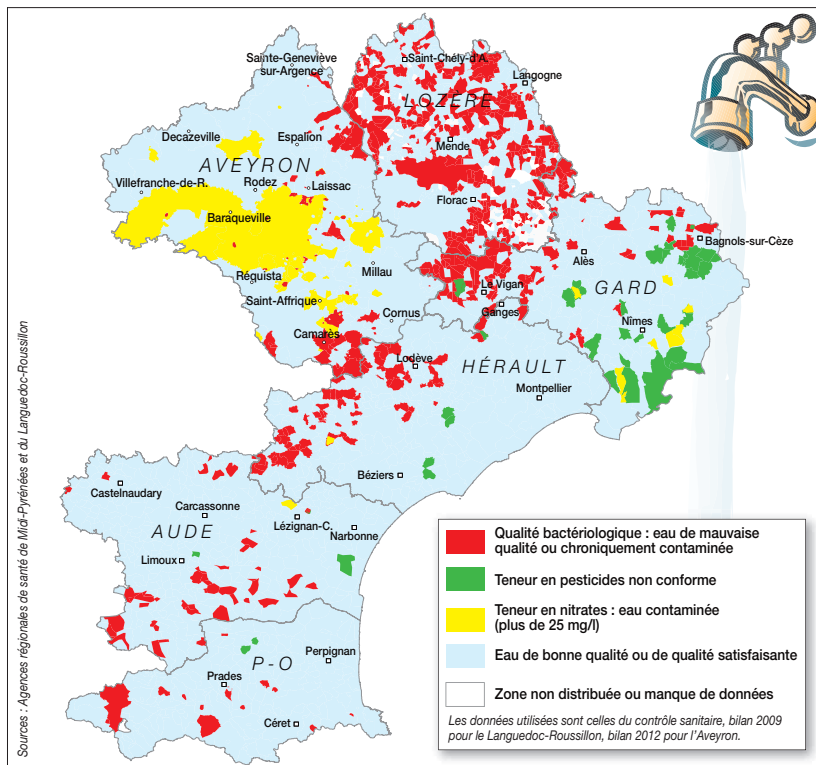
Buvez tranquille, braves gens... Il y a un mois, trois villages audois voyaient pleuvoir sur eux germes fécaux, pesticides et métaux lourds, mais l'Agence régionale de santé (ARS) se voulait rassurante : « Il n'y a pas de danger à boire l'eau. » Ainsi va la culture de l'eau du robinet : n'inquiétons pas les populations. Quantité de municipalités n'affichent pas les analyses. Une façon comme une autre de s'exonérer de travaux lourds.

La carte de France de la qualité de l'eau potable affiche, au nord, de préoccupants taux de nitrates dans des régions d'agriculture intensive. Mais pesticides et nitrates sont ici aussi à la hausse. Et les analyses bactériologiques attestent qu'une grande partie de l'arrière-pays languedocien est dans le rouge.

1 Bactériologie : état critique en Lozère

La situation est saine pour la plupart des habitants de la région. Mais si les urbains - 80 % du total - sont protégés par les traitements, les ruraux sont moins bien lotis. De nombreuses petites communes n'en assurent pas : les foyers consomment alors de l'eau brute. Et tant pis pour les saletés qui se baladent. Même si certaines mairies travaillent au moins sur la protection des périmètres de captage.

La situation est critique en Lozère... Et s'améliore, carte à l'appui, une fois franchie la limite aveyronnaise. Car si la moyenne montagne apporte son lot de difficultés (petites communes, réseaux montants et descendants), le contexte lozérien n'aide pas : la plupart des communes gèrent leur eau en solo, quand l'Aveyron a investi dans des syndicats intercommunaux. La Lozère compte 1 200 captages, chiffre record qui ne favorise pas une bonne gestion. Le département, qui compte des têtes de bassins versants et pas de nappes, puise en plus son eau à un niveau superficiel, plus vulnérable aux bactéries. L'eau peut même redevenir l'objet d'une guerre, version moderne de Jean de Florette : Aumont-Aubrac, dont l'eau est régulièrement non potable, n'obtient pas de la commune voisine, Nasbinals, le droit d'aller puiser dans sa source.



2 Nitrates : la palme à l'Aveyron

Si la palme des nitrates revient au nord-ouest, une hausse est enregistrée dans le sud-est. « On en a eu beaucoup dans la plaine de Lunel-Mauguio du fait des diversifications de l'agriculture, on les a combattus en créant des périmètres de sécurisation des captages », indique Jean-Paul Cubertafoand, directeur de l'eau au conseil général de l'Hérault. L'Aveyron, terre éminemment agricole, est la plus impactée par la présence de nitrates. En Languedoc-Roussillon, on en trouve essentiellement dans le secteur gardois de la Vistrenne et des Costières, au sud de Nîmes.

3 Pesticides : une hausse inquiétante

« C'est le problème émergent, convient Jean-Paul Cubertafoand. Ce ne sont pas les produits phytosanitaires utilisés aujourd'hui qu'on retrouve mais ceux qui ont migré dans les eaux souterraines au fil du temps. » L'atrazine, interdite en France depuis 2003, est montrée du doigt. D'autant plus que certains agriculteurs ont continué à l'utiliser, en se fournissant en Espagne (qui l'a interdite l'an dernier). « On voit maintenant des produits de contrefaçon chinoise », explique un fonctionnaire chargé du suivi. Et si l'atrazine est moins présente, son successeur, le glyphosate - connu sous la marque

Round up - fait toujours des dégâts. Le Gard fait figure de mauvais élève. Des contractualisations ont été mises en place, avec les agriculteurs et les collectivités, pour limiter son usage. Une expérimentation vient de débuter dans l'Hérault, autour du Picpoul de Pinet : une cinquantaine de viticulteurs ont opté pour des techniques biologiques... Pour contrer le ver de la grappe, un parasite, on sature l'air de phéromones, perturbant ainsi la reproduction du papillon. Prendre soin de la terre pour mieux préserver l'eau : c'est l'enjeu des années qui viennent. Mais qu'il est long et tortueux le chemin !

ARNAUD BOUCOMONT
aboucomont@midilibre.com

MOTS CLÉS Sels d'aluminium

Plusieurs communes lozériennes enregistrent des taux alarmants en matière d'aluminium. C'est le cas notamment, selon les données diffusées en 2012 par l'association UFC Que choisir, à Servières, Serverette, Arzenon-de-Randon, Fontans ou Chambon-le-Château. L'aluminium naturel ne peut pas expliquer à lui seul tous ces résultats. Dans le collimateur, les sels d'aluminium utilisés pour clarifier de l'eau, et dont certains scientifiques estiment qu'ils favoriseraient la maladie d'Alzheimer. L'ARS s'emploie-t-elle à préconiser le système des UV ou des chlorures ferriques en lieu et place des sels d'aluminium ? « Pas à ma connaissance », répond un ingénieur de l'ARS.

Radon

Concernant la radioactivité, la Criard conteste la fréquence des relevés. Le radon, notamment, est naturellement présent dans les sols granitiques (Aubrac, Margeride, Cévennes).

Métaux lourds

De l'arsenic est présent sur certaines zones du Gard cévenol et, dans l'Hérault, autour de la Lergue et du Salagou. Les collectivités ont opté pour de nouveaux forages ou des mélanges d'eau qui allègent le taux d'arsenic. Le conseil général de l'Hérault investit 450 000 € par an pour un programme d'aide aux communes afin de trouver des ressources nouvelles.

Rhône

« Dans le Montpelliérain, on va remettre en question le choix de la source du Lez comme source quasi exclusive, estime Abel Dumont, militant au sein de l'association Eau secours 34. La nouvelle usine de potabilisation d'eau du Rhône y participe. Tout ça est dicté, derrière l'argument de pénurie l'été, par l'impératif de BRL de vendre le maximum d'eau. » Et Abel Dumont de dénoncer les pollutions de l'eau du Rhône, PCB en tête, exhortant à puiser la ressource dans les eaux profondes.

« Tout est vétuste, le réseau est une ruine »

Entretien | Le Gardois Jacques Rutten bataille face à l'État et aux mairies.

Jacques Rutten, un Gardois installé à Saint-Sauveur Camprieu, est entré en résistance depuis 2010. Avec son Association de défense des habitants contribuables de l'Aigoual, il bataille contre les collectivités et l'ARS pour que les traces de métaux lourds et de bactéries disparaissent des réseaux.

Pourquoi avez-vous décidé de porter l'affaire en justice ?

On a décidé de frapper au portefeuille, pour que les choses évoluent. L'association a demandé l'annulation des délibérations qui fixent le prix de l'eau. Quand un produit n'est pas consommable, on ne peut pas le faire payer : c'est le Code de la santé. Le tribunal

administratif a annulé la délibération de 2010 il y a un mois et demi. Nous allons demander la restitution des sommes perçues. Nous avons aussi déposé plainte au pénal en janvier 2010. Le juge a rajouté trois motifs, en plus de la mise en danger de la vie d'autrui : défaut d'affichage, tromperie sur les qualités substantielles d'une marchandise et escroquerie.

Que réclamez-vous ?

On demande que pour tout le monde soit communiqué le bilan d'analyses avec la facture d'eau. La loi l'oblige. Quant au réseau lui-même, c'est une ruine, tout est vétuste. Et puis notre eau est acide. Ailleurs en France,

elle est reminéralisée, mais pas ici. Il faudrait que la communauté de communes de l'Aigoual prenne la compétence eau et forme le personnel, que des périmètres de protection soient respectés, ou qu'on aille chercher l'eau en profondeur. Il y a un laisser-aller de l'ARS et du préfet. Ils devraient imposer que des travaux soient faits. Depuis notre plainte, des améliorations se mettent en place, lentement. Mais beaucoup de captages ne sont pas déclarés et donc les contrôles pas effectués. Les mairies sont dans l'incapacité, qui plus est, d'avoir des déclarations d'utilité publique parce qu'on prélève plus l'été que ce qui est autorisé.



■ Jacques Rutten : « Un laisser-aller de l'État et du préfet. » Photo WILLIAM TRUFFY

Votre commune

Si vous souhaitez connaître en détail, sur votre commune, les résultats d'analyses, cliquez sur "votre santé", puis "votre environnement", puis "eau" et enfin "l'eau de consommation" sur le site de l'ARS Languedoc-Roussillon. Vous avez alors le choix : une cartographie critiques par critères sur l'ensemble de la région, et des analyses plus fines. Autre solution pour s'informer : avec les mots clés UFC eau potable qualité, cliquez sur "qualité de l'eau potable en France (Eau secours ?)", puis "La qualité de l'eau du robinet de votre commune". L'ARS Languedoc-Roussillon devrait mettre en ligne, d'ici l'été, une cartographie faisant la synthèse des différents critères (nitrates, pesticides, bactériologie, fluor, sulfate, dureté, etc.).